

DIAL 2947 - Dossier : Situation du travail esclave au Brésil

## BRÉSIL - On demande de nouveaux Las Casas

Xavier Plassat

dimanche 1er juillet 2007, mis en ligne par [Dial](#)

Dial a demandé au frère Xavier Plassat, coordinateur de la Campagne nationale de la Commission Pastorale de la Terre (CPT) contre le travail esclave au Brésil, de faire le point sur la situation actuelle des travailleurs esclaves. Ce thème, auquel Dial a déjà consacré de nombreux articles [1] fait ici l'objet d'un dossier composé de deux articles, « [BRÉSIL - On demande de nouveaux Las Casas](#) » (ci-dessous) et « [BRÉSIL - Travail esclave : les dessous du décor](#) ».

---

Depuis 1995, 24 000 personnes ont été libérées de l'esclavage dans des fermes du Brésil. Au cours des 4 dernières années, après que le gouvernement fédéral a intensifié le combat contre ce fléau, on a retiré de l'esclavage en moyenne 4 000 personnes chaque année. Aujourd'hui l'esclavage "moderne" n'est plus une réalité officiellement cachée ou niée, comme elle le fut pendant longtemps. Même si le Brésil a été le dernier pays au monde à abolir l'esclavage (il y a à peine plus d'un siècle), officiellement l'esclavage n'y a plus droit de cité. Quand, au début des années 1970, pour en être témoins dans leurs propres diocèses d'Amazonie, un évêque (Pedro Casaldaliga) et des agents de pastorale ont commencé à dénoncer cette pratique, les militaires qui occupaient alors le pouvoir les traitèrent de communistes : une "cinquième colonne" infiltrée pour faire tort aux intérêts du Brésil. Il a fallu beaucoup de fermeté, d'audace, de risques et de foi, pour maintenir le cap, mobiliser d'autres secteurs de la société, alerter les instances internationales, l'ONU, l'OIT ou l'OEA, jusqu'à ce qu'un jour, sous leur pression insistante, le gouvernement reconnaisse la situation, commence à prendre quelques mesures (1995) et passe à assumer une politique nationale pour l'éradication du travail esclave (2003).

Cette histoire se confond avec celle de la Commission pastorale de la terre, la CPT, une organisation créée en 1975 par l'Église catholique brésilienne, en pleine dictature militaire, pour être, de forme œcuménique, la voix et la main solidaires des églises chrétiennes, auprès des communautés paysannes victimes de l'avancée insensée du soi-disant progrès, principalement en Amazonie. Dans cette région réputée vide de tout occupant, en réalité, vivaient des milliers de petits paysans et des peuples indiens. Ils furent chassés sans merci par de riches exploitants, usurpateurs de leurs terres, avec la complicité du pouvoir, des juges et de la loi. Pour abattre la forêt et faire place à des pâturages bovins s'étendant à perte de vue, ces grands propriétaires ont trouvé sans mal dans les innombrables poches de misère du pays, au nord-est principalement, les milliers de bras prêts à tout pour assurer le minimum vital à leurs familles.

L'esclavage pratiqué a comme ressort essentiel l'endettement du travailleur envers son employeur, souvent un intermédiaire du type "sergent recruteur" (le "gato") qui fait son affaire des travaux que lui a commandé le propriétaire. Des travaux de déboisement, d'élagage, de pose de clôture, d'entretien des pâturages, de préparation des cultures de soja ou de récolte de celles de canne à sucre, ou encore de fabrication de charbon de bois pour la production de fonte destinée au marché international. Au départ le "gato" te fait une promesse mirobolante pour un travail sur des terres lointaines, qui sera, dit-il, payé à prix d'or. Pour commencer en confiance, tu reçois une bonne petite avance. Puis tout bascule : le voyage est souvent un cauchemar. À l'arrivée, le scénario n'a rien à voir. On loge à la belle étoile ou sous des huttes de fortune, on boit l'eau du marigot ou du ruisseau, et la nourriture, souvent répugnante, est

décomptée des salaires promis, comme l'est le coût des instruments de travail, du transport, et de tous ces petits riens qu'il faut bien acheter auprès de l'unique commerce à cent lieues à la ronde : celui du "gato". A partir de là, puisque tu dois, tu bosses pour payer ta dette. Tu es analphabète mais au moins tu es honnête et ils le savent bien, ceux qui t'exploitent. Et comme tu continues à t'endetter, tu peux bosser sans fin. Et si tu rechignes, on sort la carabine, pour l'exemple ou pour de vrai. La seule solution est alors de trouver le moyen et la force de s'enfuir pour chercher secours.

Et ici nous retrouvons la CPT : c'est auprès de nos équipes, situées sur les fronts avancés d'Amazonie (Pará, Maranhão, Tocantins, Mato Grosso) ou au milieu des savanes centrales aujourd'hui envahies par un agrobusiness prédateur (Goiás, Mato Grosso) que beaucoup de ces travailleurs cherchent secours. Nous les recevons, les protégeons - ce sont des fugitifs, éventuellement recherchés par les hommes de main du patron - les hébergeons, les nourrissons et, surtout, nous les écoutons. Peu à peu leur récit se transforme en dénonciation que nous formalisons et adressons aux autorités, exigeant une prompt inspection du local dénoncé, afin d'y libérer les 10, les 20 ou les 100 autres travailleurs qui sont restés au turbin et comptent sur le fugitif pour s'en sortir et recevoir leur dû.

Pour faire de ce travail de fourmi samaritaine un travail structuré, efficace, politique aussi, nous avons monté, depuis 11 ans, une Campagne permanente contre le travail esclave au Brésil. Notre mot d'ordre est « Ouvrez l'œil pour ne pas devenir esclave ! ». Il y aurait au bas mot 25 000 personnes mises en esclavage chaque année, peut-être bien davantage si on parvenait à en faire l'exact décompte. Nous savons bien que la répression seule ne résoudra pas le problème : les lobbies ruralistes et leurs relais dans la classe politique, ou le judiciaire, s'appliquent à maintenir une solide impunité. Aucune propriété n'a encore été confisquée ni aucun propriétaire mis en prison pour motif d'esclavage. Tout juste commence-t-on à faire jouer de possibles sanctions commerciales ou financières contre ces 'mauvais joueurs' du marché global.

Dans les huit états du Brésil où sont présentes nos équipes, nous faisons de la prévention, de la formation, de l'organisation, des campagnes d'opinion, et de l'action politique, pour dénoncer l'impunité, exiger la réforme agraire et des politiques publiques qui puissent rompre le cercle vicieux de l'esclavage : un autre modèle de développement... Nous essayons pour cela d'occuper tous les espaces qui peuvent faire avancer cette cause.

Domage que le jour anniversaire de l'abolition officielle de l'esclavage au Brésil (le décret de la princesse Isabelle a été promulgué le 13 mai... 1888) n'ait pas été l'occasion pour Benoît XVI, en visite récente au Brésil, de rappeler haut et fort que le Dieu des juifs et des chrétiens s'est justement donné à connaître comme celui qui libère les esclaves de l'oppression. 'Oui j'ai vu la misère de mon peuple, j'ai entendu ses clameurs, et je suis parti à son secours contre la main de ses oppresseurs.' Une option préférentielle pour ceux dont la vie ne vaut rien aux yeux des puissants, mais qui pour Dieu vaut tout l'or du monde.

Nos églises ont besoin de nouveaux Las Casas.

Xavier Plassat, frère dominicain.

Coordination de la Campagne nationale de la CPT contre le travail esclave.

---

- **Dial** - Diffusion d'information sur l'Amérique latine - D 2947.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - <http://enligne.dial-infos.org>) et l'adresse internet de l'article.

---

## Notes

[1] Voir DIAL 2004, 2201, 2264, 2306, 2355, 2474, 2622 - « [BRÉSIL - Où en est le travail esclave ?](#) », 2630 - « [BRÉSIL - Le discours de Lula à l'occasion des mesures prises contre le travail esclave](#) », 2666 - « [BRÉSIL - Menaces de mort contre de nombreuses personnes en raison de leur action contre le travail esclave. Des agents de la CPT, des travailleurs et le procureur de la République sont visés](#) », 2684 - « [BRÉSIL - Impunité pour la pratique du travail esclave](#) », 2804 - « [BRÉSIL - Bilan sur la question de la terre : Paysans sans terre, réforme agraire, terres indigènes, travailleurs esclaves. Un entretien avec Tomas Balduino, président de la Commission pastorale de la terre.](#) ».